

De l'ASEAN au G20 : la Chine tente de redorer son blason face aux États-Unis

mardi 22 novembre 2022, par [DONNET Pierre-Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 12 novembre 2022).

Les courbes s'inversent-elles ? Lors du sommet des pays de l'ASEAN débuté ce jeudi 10 novembre à Phnom Penh et qui ferme ses portes ce dimanche 13 novembre, ainsi qu'au G20 à Bali mardi 15 et mercredi 16 novembre, la Chine tente de redorer une image passablement ternie sur la scène internationale. Quant aux États-Unis, représentés par un président Joe Biden requinqué par des élections de mi-mandat plutôt positives pour lui, ils entendent bien conforter leur présence en Asie.

Sommaire

- [DÉPENDANCE À LA CHINE DÉCROISS](#)
- [PÉKIN OU WASHINGTON ?](#)
- [COMMENT ÉVITER LES MÉTHODES «](#)
- [POUTINE ABSENT DU G20, UN](#)
- [LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT NE](#)

Premier constat pour les dix États membres de l'Association des Pays d'Asie du Sud-Est, la Chine n'est plus le moteur de la croissance économique dans la région. Nombre de pays affichent, pour la première fois depuis très longtemps, des résultats nettement meilleurs. Un constat lourd de conséquences pour la Chine car il réduit d'autant sa place et son rôle sur la scène mondiale, tout particulièrement en Asie.

Séduire ses pays voisins et, au besoin, leur faire peur est un exercice de plus en plus difficile pour Pékin. Cela n'empêchera pas la Chine de s'efforcer d'apparaître sous un jour favorable à Phnom Penh. Le premier ministre Li Keqiang y ventera les mérites d'une Chine toujours dynamique. Mais le poids politique de Li est aujourd'hui insignifiant puisqu'il a été écarté du Bureau Politique du Parti lors du XX^e congrès du PCC, achevé le 5 novembre.

En outre, Le futur ex-chef du gouvernement chinois aura en face de lui Joe Biden qui n'aura, lui, pas trop de difficultés à convaincre une partie des pays de l'ASEAN que la présence américaine dans la région est un gage de stabilité géostratégique, là où la Chine a suscité bien des craintes d'ordre militaire. Le président des États-Unis ne manquera pas non plus de comparer la relative stabilité de la démocratie américaine finalement sortie apaisée des élections de mi-mandat avec un régime chinois qui s'est considérablement durci lors du dernier Congrès.

Par tradition et depuis sa fondation en 1967, l'ASEAN reste un ensemble hétéroclite de pays aux intérêts divergents ainsi qu'une tribune où les prises de position politiques sont plutôt rares. Même si ses dirigeants ont pour la première fois décidé d'ouvrir un dialogue avec les forces d'opposition en Birmanie où règne la terreur depuis le coup d'État de la junte militaire, ils sont restés jusque-là très prudents vis-à-vis de la Chine. Car au moins trois pays, le Cambodge et le Vietnam et le Laos, ont à leur tête des régimes autoritaires plutôt sympathisants sinon franchement tributaires du régime chinois.

Cependant, la carte géopolitique dans la région change très vite, à un rythme qui s'est singulièrement accéléré avec la guerre que livre la Russie en Ukraine depuis le 24 février mais où l'armée russe est régulièrement mise en échec. Indirectement mais indéniablement, cette déroute russe dessert les intérêts et les ambitions du président Xi Jinping qui, sans le dire publiquement, avait apporté un soutien politique évident à Vladimir Poutine.

DÉPENDANCE À LA CHINE DÉCROISSANTE

Sur le plan économique, la situation nouvelle est la suivante : la croissance du PIB chinois ne dépassera probablement pas les 3 % en 2022 et devrait rester sur ce rythme dans les années à venir. Au contraire, le PIB du Vietnam, des Philippines et de la Malaisie devrait attendre plus de 6 %, et 5 % pour l'Indonésie et le Cambodge en 2022, avec en outre un réservoir de croissance important, selon des projections du FMI et de la Banque Mondiale.

Ce seul fait modifie considérablement le rôle et le poids politique de la Chine dans la région. Ses voisins réalisent peu à peu que leurs intérêts bien compris pourront se porter désormais ailleurs, notamment aux États-Unis, en Inde ou en Europe. Du même coup, leur dépendance à l'égard de Pékin ira vraisemblablement décroissante, de même que leur crainte jusqu'ici profondément ancrée de la puissance militaire chinoise dont ils pourront ainsi plus aisément s'affranchir.

Se greffe à cette désillusion les graves difficultés qu'éprouvent des pays de la région signataires du programme pharaonique des « Nouvelles Routes de la Soie » (au total 152 pays ont signé des accords). Un programme qui les a, dans certains cas, conduit à la faillite économique en raison d'une montagne de prêts qu'ils sont incapables de rembourser aux banques chinoises. Les exemples abondent, dont ceux récents du Laos ou du Sri Lanka.

Autre élément qui pèse lourdement sur l'attitude de ces pays à l'égard de la Chine : le pays de Xi Jinping semble bien promis à se refermer davantage sur le monde extérieur à voir les déclarations de son numéro un. S'il est sorti vainqueur du XX^e Congrès du PCC, Xi donne aujourd'hui l'image d'un dictateur implacable bien décidé à éliminer toute forme de contestation dans le but de devenir le seul maître de la Chine. Nombre de pays riverains ne peuvent que s'inquiéter de son ton martial ces derniers mois. Le 8 novembre, le président chinois a ainsi exhorté ses forces armées à « accélérer l'amélioration de leur capacité à vaincre » pour répondre au fait que « l'incertitude de la situation sécuritaires de la Chine augmente ».

Deux semaines après la clôture du XX^e Congrès, Xi Jinping a profité d'une visite au centre de commandement des opérations conjointes de la Commission militaire centrale qu'il préside pour ajouter que l'objectif de sa visite était de « montrer la détermination de la nouvelle équipe de la Commission militaire à renforcer de manière globale l'entraînement [militaire] et la préparation à la guerre ». « Les tâches lors des conflits militaires seront ardues et difficiles », a-t-il ajouté, avant d'exiger que l'Armée populaire de libération soit « absolument loyale », « douée pour mener des guerres » et prête à « oser frapper et capable de gagner ».

PÉKIN OU WASHINGTON ?

Ainsi, plus que jamais, se pose crûment le choix difficile et déjà ancien que doivent faire les pays de l'ASEAN : la Chine ou les États-Unis ? Choix cornélien qu'ils ont jusqu'à présent préféré fuir. Mais avec cette dégringolade économique de la Chine et l'agressivité croissante de ce pays dans la région, le choix de plusieurs de ces pays semble désormais s'affirmer en faveur des États-Unis. Il en

va ainsi de l'Indonésie et des Philippines et, dans une moindre mesure, de Singapour. Mais un découplage total avec l'économie chinoise reste difficile à imaginer, du moins dans l'immédiat, tant est forte l'interdépendance des économies de la région avec la Chine du seul fait de sa population d'1,4 milliard d'habitants, sans oublier son rang de deuxième puissance économique du monde.

La Chine est candidate pour rejoindre l'Accord Commercial Transpacifique (Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership, CPTPP) qui regroupe onze pays. Mais cette adhésion reste incertaine car le Japon et l'Australie y sont opposés. Singapour, au contraire, y est favorable. Parallèlement, Pékin négocie depuis des années déjà avec ses partenaires asiatiques la création d'une « Zone de Libre Echange ASEAN/Chine » formule 3.0 améliorée. Le Premier ministre chinois Li Keqiang était à Phnom Penh pour tenter de faire avancer ces négociations. Or celles-ci ne recueillent pas l'enthousiasme de certains pays, d'autant que des pressions diplomatiques américaines en coulisse s'exercent pour les enrayer, selon des sources asiatiques citées par le quotidien japonais Nikkei Asia.

« Aujourd'hui, tout est devenu plus stratégique et toute annonce sur le commerce devient davantage lié à la géopolitique que les échanges commerciaux eux-mêmes », souligne Jayant Menon, un expert du programme d'études économiques régionales de l'ISEAS-Yusof Ishak Institute basé à Singapour. En plus de la cité-État, l'ASEAN réunit Singapour, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, la Birmanie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam, et représente une population de 685 millions d'habitants. Les échanges commerciaux avec la Chine s'élevaient à 878,2 milliards de dollars en 2021.

COMMENT ÉVITER LES MÉTHODES « COERCITIVES » DE LA CHINE ?

Les États-Unis ont, de leur côté, créé l'Indo-Pacific Economic Framework (IPEF) en mai dernier. À ce jour, il rallie 14 pays de la région respectant un commerce « équitable » ainsi que certaines normes sur les chaînes d'approvisionnement, un commerce libre et le respect de l'environnement. La Chine en est exclue. Le volet le plus important de l'IPEF est l'engagement des pays signataires de ne jamais se livrer à des méthodes coercitives contre un ou plusieurs autres États membres.

Cet accord représente pour les États-Unis le principal instrument politique pour accentuer sa présence en Asie. Il représente pour les pays asiatiques signataires une « garantie pour la sécurité économique dans une période de concurrence plus intense entre les grandes puissances et une influence croissante de la Chine », explique Rena Sasaki dans les colonnes du média japonais Nikkei Asia dans sa livraison du 11 novembre.

Or le volet anti-coercition de cet accord a précisément pour objectif de contrer toute ingérence d'un pays tiers dans les choix souverains des États membres. « La réalité brutale est que la plupart de ces pays ne sont pas en mesure de résister et de répondre à la coercition de la Chine », ajoute cette experte membre de l'US-Japan Next Generation Leaders Initiative qui travaille pour le Pacific Forum dont le siège est à Honolulu.

POUTINE ABSENT DU G20, UN SOULAGEMENT POUR PÉKIN ?

Le G20 à Bali, du 14 au 17 novembre, sera un exercice encore plus compliqué pour Xi Jinping car plusieurs grandes puissances occidentales siègent dans ce forum. Xi rencontrera lundi son homologue américain Joe Biden en tête-à-tête, une première en trois ans. Mais, le président chinois a d'ores et déjà expliqué qu'il ne comptait faire aucune concession. Créé en 1999 après une

décennie de crises financières, le Groupe des vingt (G20) est un forum intergouvernemental composé de dix-neuf des pays aux économies les plus développées et de l'Union européenne, dont les chefs d'État, chefs de gouvernement, ministres des finances et chefs des banques centrales se réunissent annuellement.

Alors qu'il avait accepté du président indonésien Joko Widodo, le président russe Vladimir Poutine ne se rendra pas à Bali, a fait savoir le Kremlin jeudi 10 novembre. Ce qui n'est peut-être pas une mauvaise nouvelle pour Pékin : les revers militaires à répétition de l'armée russe en Ukraine placent la Chine dans une situation périlleuse, la forçant à prendre ses distances avec le maître du Kremlin.

C'est ainsi que lors de la visite récente en Chine du chancelier allemand Olaf Sholz, Xi Jinping s'est déclaré opposé à l'emploi par la Russie de l'arme nucléaire, même seulement tactique, en Ukraine. Il ne l'avait jamais dit jusqu'à présent. C'est à l'évidence une concession à l'Occident qui s'imposait, car le soutien de la Chine à la Russie menaçait de plus en plus de l'isoler sur la scène internationale.

LES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT NE DEVRAIENT PAS CHANGER LA POLITIQUE TAÏWANAISE DES ÉTATS-UNIS

Le président américain a exprimé ce mercredi 9 novembre son souhait de discuter avec Xi Jinping des moyens d'empêcher un conflit : « Ce que je veux faire avec lui, lorsque nous nous parlerons, c'est déterminer le type de lignes rouges que nous devons respecter », a-t-il déclaré. Joe Biden a précisé vouloir étudier l'existence d'un éventuel conflit entre « ce que [Xi Jinping] estime relever des intérêts nationaux critiques de la Chine [et] ce que je sais être les intérêts nationaux critiques des États-Unis ».

Le locataire de la Maison Blanche s'est dit prêt à œuvrer pour que les États-Unis et la Chine retrouvent des mécanismes de dialogue afin d'éviter une escalade alors que les relations entre Pékin et Washington n'ont cessé de s'envenimer depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden début 2021. En particulier sur le dossier de Taïwan. Le président démocrate a confirmé également mercredi qu'il aborderait cette question très sensible avec Xi Jinping. « La doctrine sur Taïwan n'a pas du tout changé », a souligné Joe Biden, en évitant de reformuler des précédents propos formulés devant la presse à quatre reprises selon lesquels l'armée américaine défendrait Taïwan si l'île était attaquée par l'armée chinoise. Ces déclarations avaient provoqué la fureur du régime chinois, mais elle traduisent bien l'état d'esprit de l'administration Biden : désormais l'Amérique est déterminée à s'engager activement aux côtés de Taïwan en cas de tentative d'invasion chinoise.

De son côté, la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen a déclaré samedi 12 novembre que l'existence de Taïwan et son régime démocratique ne représentaient une menace pour personne, devant plusieurs milliers d'habitants de Taipei dans le cadre de la campagne électorale en cours pour les municipales et les élections locales. « En tant que présidente, mon appel vise à ce que tous les efforts soient menés pour que Taïwan reste le Taïwan du peuple taïwanais », a-t-elle ajouté, citée par la BBC, dans des propos tenus après les menaces brandies par Xi Jinping lors du XX^e Congrès sur le caractère inéluctable de la « réunification » de Taïwan au continent. Ces élections locales taïwanaises ont lieu dans deux semaines : elles constitueront un test avant les présidentielles de début 2024. Tsai devra céder la place à un autre candidat de son parti libéral progressiste (DPP), car elle achève son deuxième mandat et ne peut se présenter pour un troisième.

La crainte des alliés des États-Unis dans la région était une lourde défaite des Démocrates lors des élections de mi-mandat. Or il apparaît aujourd'hui que s'ils vont probablement perdre la majorité à la chambre des représentants, ils pourraient la garder au Sénat. Donald Trump, au contraire, se

retrouve en grande difficulté au sein de son parti conservateur et confronté à une rivalité croissante avec Ron DeSantis qui pourrait se présenter contre lui aux prochaines présidentielles. « Cela veut dire que tant que les Républicains se font la guerre, le président Joe Biden va probablement avoir toute liberté de conduire une politique étrangère » comme il l'entend, estime Michael Hirsch dans les colonnes du magazine américain Foreign Policy dans son édition du 9 novembre.

Rappelons qu'à la différence de Donald Trump dont la politique étrangère était celle d'un repli sur soi des États-Unis, y compris en Asie, celle de Joe Biden est de reconquérir l'influence américaine à travers le monde, tout particulièrement sur le théâtre asiatique. Le conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale, Jake Sullivan, a d'ailleurs déclaré devant la presse que son administration s'entretiendra avec les autorités de Taïwan pour leur expliquer les conséquences des élections de mi-mandat afin que celles-ci se sentent « en sécurité et sereines » à propos du soutien que les États-Unis lui apportent.

Pierre-Antoine Donnet

P.-S.

- Asialyst. Publié 12 Novembre 2022. Mis à jour 12 Novembre 2022 : <https://asialyst.com/fr/2022/11/12/asean-g20-chine-tente-redorer-blason-face-etats-unis/>
- Ancien journaliste à l'AFP, Pierre-Antoine Donnet est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la Chine, au Japon, au Tibet, à l'Inde et aux grands défis asiatiques. En 2020, cet ancien correspondant à Pékin a publié « Le leadership mondial en question, L'affrontement entre la Chine et les États-Unis » aux Éditions de l'Aube. Il est aussi l'auteur de « Tibet mort ou vif », paru chez Gallimard en 1990 et réédité en 2019 dans une version mise à jour et augmentée. Son dernier ouvrage, « Chine, le grand prédateur », est paru en 2021 aux Éditions de l'Aube.

Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)